

Condamné à quatorze ans de prison le 30 décembre 2010, l'ex-PDG de Ioukos, Mikhaïl Khodorkovski, revient sur son procès et sur l'évolution du Kremlin

L'« opposant personnel » de Poutine

Entretien

Pour la première fois depuis sa condamnation à quatorze ans de réclusion le 30 décembre 2010, Mikhaïl Khodorkovski, l'ex-patron de la compagnie pétrolière Ioukos, prend la parole. Cette interview a été réalisée par l'intermédiaire des avocats du prisonnier le plus célèbre de Russie, détenu dans la zone VIP de la prison de Matroskaïa Tichina à Moscou. Les questions ont été posées conjointement par quatre journaux, *l'International Herald Tribune*, *le Corriere della Sera*, *la Süddeutsche Zeitung*, *Le Monde*.

Arrêtés en 2003, condamnés en 2005 à huit ans de prison pour fraude fiscale, Mikhaïl Khodorkovski et son associé Platon Lebedev étaient libérables en 2011. En 2009, de nouvelles charges ont été requises contre eux pour vol de pétrole et blanchiment d'argent. Leurs avocats ont fait appel. Dès que la cour se sera prononcée, ils reprendront le chemin de la prison, Mikhaïl Khodorkovski en Sibérie, Platon Lebedev dans le Grand Nord. Leurs peines devraient prendre fin en 2017.

Quelles sont les forces politiques à l'œuvre derrière la décision du juge Danilkin de vous condamner à quatorze ans ?

Le juge Danilkin était sans cesse en butte à des pressions. Peu de temps avant le verdict, ces pressions sont devenues plus fortes, plus visibles. Le juge n'a pas supporté. Il a signé le texte qu'on lui avait préparé. **Le dernier jour du procès, vous avez dit au tribunal que vous étiez prêt à mourir pour vos idées. Quelles idées ?**

Je crois que la Russie sera un pays démocratique libre de l'arbitraire des fonctionnaires corrompus, qu'elle aura une justice indépendante, un Parlement, des élections libres. Je crois que les forces de l'ordre défendront le peuple et non la bureaucratie corrompue. Nous devons tous souhaiter cela. **Si vous étiez libéré de prison, que feriez-vous, des affaires ou de la politique ?**

Il m'est difficile de m'imaginer libre alors que Vladimir Poutine [*premier ministre*] a fait savoir au tribunal, avant le délibéré, que je devais être emprisonné. En prison ou en liberté, je vais poursuivre mon activité militante. Les affaires, c'est du passé. Néanmoins, si mon pays a besoin de mon expérience professionnelle, et même de ma vie, je les lui donne. Je suis russe, chez nous en Russie c'est comme ça.

Récemment, Vladimir Poutine a évoqué la condamnation d'Alexei Pitchougine, l'ancien responsable de la sécurité de Ioukos, pour assassinats. Ne craignez-vous pas l'ouverture d'une enquête criminelle contre vous en tant que commanditaire ? C'est ce qu'a laissé entendre le parquet, lundi 24 janvier.

Auparavant, Vladimir Poutine se contentait d'allusions, mais ces dernières années, il me désigne ouvertement comme coupable d'assassinats. Au début, c'était une façon pour lui de se faire de la publicité,



Mikhaïl Khodorkovski au tribunal de Moscou, le 30 décembre 2010, le jour de sa condamnation. A. ZEMLIANICHENKO JR/AP

maintenant il emploie ce moyen pour me maintenir indéfiniment en détention. Ma deuxième condamnation prouve que la justice est prête à faire tout ce qu'il veut.

Qu'est-ce que je risque ? Des conditions de détention plus dures. Actuellement, j'ai droit à quatre visites de mes proches par an. En cas de troisième condamnation, j'aurai droit à une seule visite. Ai-je peur ? Non, je n'ai plus très peur. Il n'est pas possible de vivre en permanence dans la peur. **Vous avez toujours placé vos espoirs en Dmitri Medvedev, le président russe, juriste de formation. Etes-vous déçu ?**

Je suis en effet déçu par le fait que le président Medvedev n'ait pas pu réaliser sa promesse de faire triompher la « *suprématie de la loi* ».

Vous n'avez jamais ouvertement critiqué Dmitri Medvedev. Voyez-vous une différence entre lui et Vladimir Poutine ? Ses projets sont-ils crédibles ?

Je comprends mieux le président Medvedev, un politicien pragmatique qui a des idéaux bien précis, compatibles avec la démocratie. Je comprends bien sa position, c'est pourquoi je le critique peu. Pourtant,

nous sommes en droit d'attendre de lui certaines actions. Peut-on lui faire confiance ? On peut croire à ses désirs, pas à ses promesses. Il est important de faire une distinction entre les deux.

Croyez-vous à l'avènement d'une justice indépendante en Russie ?

Vladimir Poutine me considère comme son opposant personnel, il le dit. Je suis d'accord. Mais une justice aux ordres ne vaut pas mieux que la matraque d'un bandit, ce sont deux façons tout aussi inacceptables de régler les conflits au sein d'une société civilisée. A l'évidence, le président Medvedev est d'accord avec ce point de vue. C'est pourquoi il porte toute la responsabilité de l'échec de la réforme du système judiciaire. Je veux croire que les intentions du président Medvedev sont sincères, mais il devrait appeler les choses par leur nom, les analyser telles qu'elles sont : les tribunaux qui ne sont pas des tribunaux, l'absence de liberté de parole, des élections faussées et une bureaucratie criminelle.

La presse russe prétend que vous avez été puni pour tous les oligarques qui avaient utilisé des schémas opaques en

affaires. Qu'en pensez-vous ?

Je ne veux pas parler de ce que je ne connais pas suffisamment. Une chose est sûre, ma première accusation portait sur une pratique légale, encore en vigueur aujourd'hui, de planification fiscale. Il s'agissait d'une utilisation sélective de la loi.

La deuxième accusation [*le vol de pétrole*] est absurde dans sa formulation. Selon l'attendu du juge, ce n'est pas la compagnie qui achetait le pétrole à ses filiales,

« Notre apathie est l'ennemi principal du développement de la Russie »

mais moi-même, en tant que « personne physique ». La Cour n'a pas pu, cependant, expliquer pourquoi Ioukos a dû payer l'équivalent de 30 milliards de dollars en impôts et comment la compagnie a pu faire 15 milliards de dollars de bénéfices si tout le pétrole a été volé.

D'autres disent que vous êtes en prison à cause de vos ambitions politiques, est-ce vrai ? Si tel n'est pas le cas, pourquoi avez-vous été emprisonné ?

Je n'ai jamais caché mon aversion pour les tendances autoritaires en politique et j'ai toujours soutenu l'opposition. Boris Eltsine [*le premier président russe de 1991 à 1999*] trouvait cela tout à fait normal. Pour Vladimir Poutine et le régime qu'il a créé, une telle démarche est inacceptable. Je n'ai jamais souhaité accéder au pouvoir politique, j'ai d'autres intérêts.

Est-il juste que le pouvoir et la richesse soient concentrés dans les mains d'un petit groupe d'oligarques ?

Si les autorités étaient vraiment préoccupées par l'injustice de la répartition des richesses, elles auraient pu, dès 2003, accepter la proposition faite alors par mes collègues et moi de verser un impôt compensatoire. Or, ces dernières années, les milliardaires proches du pouvoir se sont considérablement enrichis.

Comptez-vous sur le soutien de la communauté internationale ?

La communauté internationale doit se rendre compte à quel point sa reconnaissance est importante pour la légitimité interne du régime en Russie. J'espère que les pays occidentaux sont conscients de ce que les

espoirs en la démocratie ne sont pas une chose sans importance que l'on peut sacrifier au nom de banals intérêts. L'opinion occidentale joue un rôle très important dans notre pays. Les autorités se réfèrent toujours aux pratiques occidentales lorsqu'elles cherchent à légitimer leurs actions. Je salue le fait qu'en ce moment beaucoup de personnalités respectées, en Russie comme en Occident, renoncent au discours politique correct et qualifient ouvertement ce qui se passe de « *barbarie* ».

Vous dites que la Russie est entrée dans une période de stagnation. Quel est, selon vous, l'obstacle principal à son développement ? Que faut-il faire pour réveiller la population ?

Indiscutablement, notre apathie est l'ennemi principal du développement de la Russie. Poutine et son élite de compradores illustrent l'absence de société civile. Il faut dire qu'ils ont fait beaucoup pour éliminer les germes de l'initiative sociale et supprimer les institutions démocratiques (justice indépendante, élections libres) en les remplaçant par des coquilles vides. Pour tirer la population de sa léthargie, il faut lui dire la vérité et se poser en modèle. **L'Europe peut-elle favoriser l'émergence d'une société de droit en Russie ?**

Ces derniers temps, dans de nombreux pays européens, la justice a tranché sur bien des aspects de l'affaire Ioukos. Il y a eu des procès à Chypre, en Grande-Bretagne, en Suisse, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Lituanie, etc. Partout, l'affaire Ioukos est perçue comme une affaire politique, sa mise en faillite comme illégale. Récemment, la Cour d'arbitrage de Stockholm a confirmé que l'accusation de fraude fiscale lancée en Russie contre Ioukos [*lors du premier procès*] est une interprétation arbitraire de la loi. La Cour européenne des droits de l'homme a reconnu que les méthodes employées par la justice russe pour faire témoigner à charge contre moi un autre employé de Ioukos, mon avocat, étaient assimilables à de la « *torture* ». Cet homme, atteint d'une maladie mortelle, a été privé de soins. Il a été attaché à son lit. Un autre employé de Ioukos, citoyen espagnol, est devenu infirme pendant l'enquête.

Mais il faut poser la question autrement. Que doivent faire les Européens face à ceux qui orchestrent tout cela ?

Propos recueillis par Marie Jégo

Le schéma opaque de la prise de contrôle de Ioukos

Moscou
Correspondante

Dix mois après l'arrestation de Mikhaïl Khodorkovski, en 2003, des huissiers ont saisi Iougansneftegaz, la principale unité de production de Ioukos. Pour régler les arriérés fiscaux de Ioukos, la société est mise aux enchères. Rosneft, la société pétrolière publique, veut mettre la main sur ce joyau industriel. Pour y parvenir, le Kremlin utilise un schéma opaque. Mise aux enchères pour 8,65 milliards de dollars (6,2 milliards d'euros), Iougansneftegaz est rachetée pour 9,35 milliards par Baïkalfinansgroup, une société prête-nom agissant pour Rosneft. La valeur de Iougansneftegaz est sous-évaluée : elle vaut en fait entre 15 et 17 milliards de dollars.

Créée deux semaines avant l'enchère, Baïkalfinansgroup est domiciliée dans la province de Tver, son adresse est celle d'un bar. Personne n'a jamais entendu parler de cette mystérieuse société. Ses dirigeants sont « *des connaisseurs* », explique-

ra alors Vladimir Poutine à la presse.

Sitôt après la vente, Baïkalfinansgroup cède l'unité de production de Ioukos à Rosneft et disparaît aussi vite qu'elle était apparue. Une fois aux mains de Rosneft, Iougansneftegaz voit ses arriérés d'impôts fondre comme neige au soleil. Lorsque la filiale était la propriété de Ioukos, ils s'élevaient à 4,7 milliards de dollars. Dès que Rosneft met la main sur l'unité de production, la dette tombe à 700 millions !

Après avoir capté Ioukos, Rosneft devient la principale société pétrolière de Russie. Elle est dirigée par Igor Setchine, un proche de M. Poutine qui travaillait autrefois comme interprète pour le renseignement militaire russe au Mozambique. Igor Setchine était à Londres, vendredi 14 janvier, pour signer le contrat de mariage entre Rosneft et BP. Les deux géants du pétrole vont échanger leurs participations (BP prendra 9,5 % de Rosneft et le groupe russe 5 % du britannique) et prospecter conjointement dans l'Arctique. Pour le Kremlin, c'est le « *deal du siècle* ».

Les sociétés prête-nom sont une pratique courante. Selon le quotidien *Vedomosti* (20 janvier) « *les pressions sur le monde des affaires se sont tellement renforcées* » que « *60 % des entreprises russes* » y ont recours pour échapper au fisc et payer les fonctionnaires corrompus, devenus plus gourmands depuis la crise économique.

Mercredi 26 janvier, au Forum économique de Davos, le président Dmitri Medvedev doit proposer aux investisseurs de miser davantage sur la Russie, terre de cocagne. Il semble oublier le sort peu enviable fait aux hommes d'affaires, russes et étrangers : Mikhaïl Khodorkovski est en prison, William Browder, le patron du fonds britannique Hermitage, qui avait investi 4,5 milliards de dollars, est interdit de séjour. Et, pour avoir dénoncé la captation des quelques actifs restants d'Hermitage en Russie, son juriste, Sergueï Magnitski, est mort en prison, le 16 novembre 2009, d'un mal bénin, faute de soins. ■

M. Jé.